

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Assistance à maîtrise d'œuvre informatique pour le système
de gestion de l'Ifremer**

- **Lot 1 : Assistance à maîtrise d'œuvre informatique pour
l'ERP SAP**
- **Lot 2 : Assistance à maîtrise d'œuvre informatique pour
le progiciel HR Access**

N° 251000069

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

Zone industrielle de la Pointe du Diable

1625 route de Sainte

29280 Plouzané

**Procédure : Appel d'offres ouvert conformément à l'article L2124-2 du Code de la
commande publique**

**Clauses générales applicables : cahier des clauses administratives générales
applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication
- Arrêté du 30 mars 2021)**

Table des matières

1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	4
2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
3. DURÉE DU MARCHÉ	5
4. PRIX DU MARCHÉ	5
4.1. Type de prix.....	5
4.2. Contenu des prix	5
4.3. Indemnisation des frais de déplacement	6
4.4. Variation dans les prix.....	6
5. MONTANT DU MARCHÉ	7
6. MODALITÉS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE.....	7
6.1. Passation des bons de commande	7
6.2. Présentation des bons de commande.....	7
6.3. Délai d'exécution des bons de commande	8
7. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS	8
7.1. Monnaie.....	8
7.2. Avance.....	8
7.3. Acomptes	8
7.4. Délai global de paiement.....	9
7.5. Présentation des demandes de paiement.....	9
8. PENALITÉS	10
8.1. Pénalités pour retard	10
8.2. Pénalité pour rupture de la clause de confidentialité.....	10
8.3. Pénalité relative à l'exécution sociale du marché	10
9. CONDITIONS D'EXECUTION	10
9.1. Suivi du marché.....	10
9.2. Pilotage	11
9.3. Confidentialité et protection des données à caractère personnel	11
9.4. Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption	12
9.5. Qualification et expérience du personnel mobilisé	12
9.6. Pouvoir disciplinaire et direction générale	13

9.7. Devoir de conseil	13
9.8. Clause environnementale	13
9.9. Cotraitance	14
9.10. Sous-traitance	14
10.VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	14
10.1. Opérations de vérification quantitative et qualitative	14
10.2. Décision après vérification	15
11.GARANTIE TECHNIQUE	15
12.PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	16
13.MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ	17
13.1. Modification du marché	17
13.2. Avenant de transfert	17
14.RESILIATION	17
15.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	18
16.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	18
17.RÈGLEMENT DES LITIGES	18
18.DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	18

1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de maîtrise d'œuvre informatique pour le système d'information de gestion de l'Ifremer, dont les deux composantes principales sont l'ERP SAP pour la gestion financière et comptable et le progiciel HR Access pour la gestion des ressources humaines.

Le marché est décomposé en deux lots :

Lot 1	Assistance à maîtrise d'œuvre informatique pour l'ERP SAP
Lot 2	Assistance à maitrise d'œuvre informatique pour le progiciel HR Access

Les prestations sont décrites au cahier des clauses techniques particulières pour chaque lot.

Chaque lot du marché est un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1 et R2162-2 du Code de la commande publique. L'accord-cadre est mono-attributaire.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des pièces suivantes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant, qui, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement ;
- le bordereau des prix, annexé à l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières et son annexe relative aux conditions d'exécution sociale du marché ;
- le cahier des clauses techniques particulières ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TIC) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

Le CCAG-TIC est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-TIC, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter du **22 octobre 2025** ou de sa date de notification si elle est postérieure à cette date. Il est conclu pour une durée d'un an. Il est renouvelable annuellement par tacite reconduction. Le nombre de reconductions est limité à trois. La durée totale du marché ne peut donc excéder 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de résilier le marché à l'échéance de chaque période de validité annuelle, en notifiant sa décision de non reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard trois mois avant la fin de la période de validité du marché en cours. Le titulaire ne pourra se prévaloir de la décision de non reconduction pour prétendre à de quelconques indemnités ou compensations financières.

4. PRIX DU MARCHÉ

4.1. Type de prix

Les prix du marché sont définis au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

La prestation 1 portant sur l'initialisation est rémunérée à prix forfaitaire (article 2 du CCTP).

Les autres prestations sont rémunérées à prix unitaires. Ce sont des prix unitaires correspondant à des unités d'œuvres.

La notion d'unité d'œuvre correspond à l'association d'une opération technique élémentaire, d'une fonction métier et d'un niveau d'expertise. Ces notions sont définies au CCTP.

4.2. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services. Ils comprennent également le prix de cession des droits de propriété intellectuelle.

Les prix des unités d'œuvre sont notamment réputés comprendre, outre les prestations dont ils sont l'objet:

- Le coût de la plateforme technique,
- Les livrables associés,
- Les frais liés à la main d'œuvre,
- Tous les frais annexes,
- Les coûts de coordination,
- les réunions (incluant celles du comité).

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Les prix des unités d'œuvres ne comprennent pas les frais de déplacement dans le cas où il serait demandé au titulaire de venir réaliser des prestations sur un site de l'Ifremer.

Dans ce cas, les frais avancés par le titulaire sont remboursés aux frais réels dans les conditions fixées à l'article suivant.

4.3. Indemnisation des frais de déplacement

Le remboursement couvre les frais de transport, d'hébergement et de restauration.

Les frais de transport sont remboursés sur présentation des factures :

- Train : remboursement aux frais réels (première classe acceptée) ;
- Avion : remboursement aux frais réels (pour les trajets de plus de 500 kilomètres, au tarif économique) ;
- Voiture : défraiement au barème kilométrique fiscal limité à 6 CV (plafonnement à 500 kilomètres aller/retour) ;
- Prise en charge des péages, frais de parking à la gare ou l'aéroport, frais de transport de la gare ou de l'aéroport vers le site visité.

Les frais d'hébergement sont remboursés sur présentation des factures dans la limite de 100 € par nuit.

Les frais de restauration sont remboursés sur présentation des factures dans la limite de 30 € par repas (2 repas par jours) et 15 € par petit-déjeuner.

Le déplacement et ses conditions principales (date, destination et mode de transport) doivent être validés préalablement par courriel par le chef de projet Ifremer.

A l'issue du déplacement, le titulaire adresse un relevé des frais de déplacement par courriel au chef de projet, en joignant l'ensemble des justificatifs de frais afférents.

4.4. Variation dans les prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

Le prix des prestations sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisables annuellement à chaque date anniversaire du marché, à la diligence du titulaire, en application du coefficient de révision suivant :

$$C = 0.15 + 0.85 (Sy/Syo)$$

Où

Sy = Dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC à la date anniversaire de notification du marché, que cette valeur soit provisoire ou définitive

Syo = Valeur de l'indice SYNTEC publié à la date de notification du marché.

En tout état de cause, la hausse de chaque prix engendrée par l'application de cette formule ne pourra être supérieure à 3% par an.

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire doit en avoir informé l'Ifremer, par courriel à l'adresse électronique cellule.marche@ifremer un mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer informe le titulaire de l'acceptation de la révision des prix par ordre de service. La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la date anniversaire du marché. La révision ne peut être rétroactive.

5. MONTANT DU MARCHÉ

Conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec les montants suivants sur la durée maximale du marché :

	Lot 1 Assistance à maîtrise d'œuvre informatique pour l'ERP SAP	Lot 2 Assistance à maîtrise d'œuvre informatique pour le progiciel HR Access
Montant minimum	500 000 € HT	20 000 € HT
Montant maximum	6 000 000 € HT	2 000 000 € HT

6. MODALITÉS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

6.1. Passation des bons de commande

Les modalités d'établissement des bons de commande sont précisées au CCTP.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-TIC, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délais de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'appliquent pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

6.2. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire ;
- Le numéro et l'objet du marché ;

- Le numéro de commande SAP ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- l'objet de la prestation ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- la nature, les quantités et les prix du bordereau de prix.

6.3. Délai d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution des prestations seront définis dans chaque bon de commande.

7. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS

7.1. Monnaie

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

7.2. Avance

Le présent marché ne prévoit pas le versement d'une avance, à l'exception du cas suivant.

Pour le lot 1, et uniquement pour les bons de commande portant sur une **évolution majeure**, telle que définie à l'article 4.5 du CCTP, le titulaire peut bénéficier d'une avance d'un montant égal à **15%** du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Cette avance est diminuée, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du bon de commande. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises du marché.

7.3. Acomptes

Le titulaire présente ses factures après service fait.

Toutefois, pour les bons de commande d'une durée d'exécution supérieure à trois mois, il peut prétendre au paiement d'acomptes trimestriels à partir de la date de notification du bon de commande. Le montant de l'acompte doit correspondre au montant des prestations réellement exécutées.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations, l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Le titulaire peut regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commandes en spécifiant et détaillant précisément dans la facture, le montant de chaque prestation ayant fait l'objet d'une commande et, s'il y a lieu, celui de l'acompte considéré d'un bon de commande pour le cas des prestations à durée supérieure à trois mois.

Pour les bons de commande portant sur une **évolution majeure**, telle que définie à l'article 4.5 du CCTP, la facturation doit être présentée de façon isolée.

7.4. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.5. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article « pénalités » du présent document.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, d'un règlement partiel définitif ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes:

DENOMINATION
Libellé au nom de l'Ifremer
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront retournées au titulaire et le délai global de paiement mentionné sera suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

8. PENALITÉS

8.1. Pénalités pour retard

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, lorsque le/les délai(s) d'exécution indiqué(s) sur le bon de commande ou sur toute autre pièces du marché (notamment les délais de maintenance courante indiqués à l'article 3.4 du cahier des clauses techniques particulières du lot 1), n'est pas (ou ne sont pas) respecté(s) du fait du titulaire, sans qu'il en soit discuté en comité de pilotage, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée en application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 1000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

8.2. Pénalité pour rupture de la clause de confidentialité

En cas de manquement du titulaire à la clause de confidentialité de 9.3, l'Ifremer pourra appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 10 000 € HT.

8.3. Pénalité relative à l'exécution sociale du marché

Si le titulaire ne transmet pas les renseignements et documents demandés par le facilitateur dans le cadre du contrôle de l'exécution de la clause sociale telle que décrite à l'annexe au présent CCAP, une pénalité d'un montant de 5% du montant total des bons de commande notifiés la première année d'exécution du marché sera appliquée, après mise en demeure.

9. CONDITIONS D'EXECUTION

9.1. Suivi du marché

Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Responsable du projet d'Ifremer

Le responsable du projet Ifremer est, pour ce marché :

David Joncourt

Infrastructures de Recherche et Systèmes d'Information

David.Joncourt@ifremer.fr

02 98 22 49 72

Le responsable du projet doit être informé de l'ensemble des informations relatives à l'exécution du marché.

9.2. Pilotage

Le suivi de la prestation est effectué dans le cadre d'un comité de pilotage et d'un comité opérationnel, dans les conditions définies au cahier des clauses techniques particulières.

9.3. Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Il est fait application de l'article 5 du CCAG-TIC.

Confidentialité

Les agents du titulaire et de l'Ifremer qui, à l'occasion de l'exécution des prestations, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour leur exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'Ifremer, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'engage à informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution des prestations. Il s'engage à s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution des prestations, les modifications éventuelles demandées afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant.

9.4. Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

9.5. Qualification et expérience du personnel mobilisé

Le titulaire devra mobiliser, lors de l'exécution du marché, des moyens humains dont la qualification et l'expérience doivent être équivalents à ceux présentés dans son offre, ce notamment pour le ou les chef(s) de projet identifié(s).

A l'attribution du marché, le titulaire précise la composition de l'équipe qui sera effectivement dédiée à la réalisation des prestations. La réalisation des prestations par ces personnes nommément désignées tout au long de l'exécution du marché constitue un élément substantiel du marché.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG/TIC, si une ou plusieurs personnes ne sont plus en mesure de réaliser les prestations, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'Ifremer et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'Ifremer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'Ifremer, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'Ifremer refuse le remplaçant, le titulaire

dispose d'un délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'Ifremer est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG/TIC.

9.6. Pouvoir disciplinaire et direction générale

Le titulaire agit en tant que prestataire de services indépendant et sans représentation. Le bon de commande ne crée aucune relation de subordination entre l'Ifremer et le titulaire ou son personnel.

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstance et exclusivement, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Ce personnel ne peut pas recevoir d'instructions directes de l'Ifremer, et il n'a à rendre compte qu'au titulaire, son employeur qui assure sa rémunération et l'ensemble de ses frais.

9.7. Devoir de conseil

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Ifremer les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, et notamment d'information, à l'égard de l'Ifremer. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales. Les recommandations orales sont confirmées par un écrit transmis à l'Ifremer.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- partager avec l'Ifremer son expérience ;
- fournir à l'Ifremer tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations, et, notamment, prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Ifremer avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

9.8. Clause environnementale

Pour ses déplacements nécessaires à l'exécution du marché, le titulaire est tenu de favoriser les déplacements en train plutôt qu'en voiture ou en avion lorsque cela est possible.

Le titulaire veille à faire un usage raisonnable des courriels en veillant à limiter la liste de destinataires et les pièces attachées à ce qui est nécessaire. Il favorise l'envoi de fichiers lourds par liens ou par l'accès à un espace documentaire en ligne. A l'occasion de réunions, il procède à l'impression de documents en version papier à la demande de l'Ifremer uniquement.

9.9. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

9.10. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

10. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

10.1. Opérations de vérification quantitative et qualitative

Conformément aux articles 30, 31 et 32 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur procède aux opérations de vérification quantitative et qualitative définies dans ces mêmes articles.

Pour les prestations autres que celles donnant lieu à la réalisation de livrables documentaires, les opérations de vérification qualitatives ont pour objet de permettre à l'Ifremer de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans la commande, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans la commande comme étant à sa charge.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

▪ Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans la commande ou le dossier technique.

Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution, dans les conditions fixées dans la commande ou le dossier technique, d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais.

Le délai imparti à l'Ifremer pour procéder à la vérification d'aptitude est d'**un mois** à partir de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise l'Ifremer que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'Ifremer.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

▪ Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation fixées, notamment, dans la commande.

La régularité du service s'observe pendant **un mois**, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'Ifremer. Ce délai peut être reconduit par l'Ifremer, si besoin.

Si le service est régulier, les prestations peuvent être admises.

10.2. Décision après vérification

Conformément à l'article 33 du CCAG-TIC, à l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce:

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

11. GARANTIE TECHNIQUE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de trois mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'Ifremer.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de charge nécessaire à la remise en état ou au remplacement de la partie de la prestation défectueuse, quel que soit le lieu d'exécution de la prestation.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point, une remise en état ou un remplacement qui lui est demandé est fixé par décision de l'Ifremer après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les prestations demandées par l'Ifremer. Si le titulaire justifie que les prestations demandées dans le cadre de la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée, il peut en demander le règlement avant tout exécution de prestations.

Pour l'application du présent article « garantie technique », l'Ifremer établit un compte rendu écrit de chaque anomalie en donnant tous les éléments nécessaires à son identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'Ifremer.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

12. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le présent article complète le chapitre 7 du CCAG-TIC.

Le titulaire cède à l'Ifremer à titre non exclusif l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux livrables résultant de l'exécution des prestations commandées, ainsi qu'à tout autre résultat ou élément nécessaire à la réalisation desdits livrables. La cession porte sur l'ensemble de ces éléments, dans toutes leurs versions, qu'elles soient achevées ou inachevées.

Le titulaire cède également, à titre non exclusif et au fur et à mesure de leur réalisation, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux connaissances antérieures indissociables du résultat des prestations.

La rémunération de la cession des droits de propriété intellectuelle susmentionnés est incluse dans les prix du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage sur l'acceptation des clauses de cession de droits des sous-traitants conformément aux dispositions ci-dessus.

Créations réalisées par l'Ifremer

Les programmes, logiciels, documentations, base de données, fichiers, et plus généralement tout élément remis ou mis à la disposition du titulaire par l'Ifremer dans le cadre de l'exécution des prestations, restent la propriété exclusive de l'Ifremer.

Leur reproduction ou leur utilisation par le titulaire, à d'autres fins que l'exécution des prestations, est interdite sans l'autorisation écrite préalable de l'Ifremer. Les seules reproductions autorisées sont celles nécessaires à l'exécution des prestations. Le titulaire doit les détruire à l'issue de l'exécution des prestations.

Garantie d'éviction et de propriété intellectuelle

Le titulaire déclare et garantit être le légitime détenteur ou avoir acquis l'ensemble des droits, notamment des droits de propriété intellectuelle, nécessaires à la réalisation des éléments qu'il fournit dans le cadre de la commande.

Le titulaire garantit l'Ifremer contre toute revendication et/ou procédure, quelle qu'en soit la forme, l'objet et la nature, engagée par tout tiers invoquant un droit quelconque, notamment un droit de propriété intellectuelle, auquel l'exécution des prestations aurait porté ou porterait atteinte.

Dès l'apparition d'une contestation émanant d'un tiers ou d'un trouble dans la jouissance concernant les prestations fournies, le titulaire s'engage à prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le titulaire s'est engagé à intervenir, à ses frais, à toute instance engagée contre l'Ifremer, y compris en référé.

13. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ

13.1. Modification du marché

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

13.2. Avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

14. RESILIATION

Les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG-TIC sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute prévue à l'article 50 du CCAG-TIC, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 50 du CCAG-TIC, la résiliation pour faute du titulaire pourra se faire aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

16. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation, précisant la date d'embauche, la nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

La nouvelle attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à l'Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel siège le pouvoir adjudicateur : Tribunal administratif de Rennes, Hôtel Bizien, 3 Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex.

18. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- L'article 2 déroge à l'article 4.2.1 du CCAG-TIC ;

- L'article 4.2 complète l'article 10.1.3 du CCAG-TIC ;
- L'article 6.1 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG-TIC ;
- L'article 8.1 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC ;
- L'article 12 complète le chapitre 7 du CCAG-TIC ;
- L'article 14 complète l'article 50 du CCAG-TIC.

ANNEXE – CONDITIONS D'EXECUTION SOCIALE DU MARCHÉ

L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'action sociale. L'entreprise titulaire devra réaliser une action sociale qui permette la mobilisation vers l'emploi de personnes en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés particulières.

L'entreprise attributaire aura pour obligation de mettre en place au minimum une des actions proposées ci-dessous la première année d'exécution du marché.

Les modalités de clauses sociales proposées sont les suivantes :

1° Modalité : « Action découverte des métiers »

L'entreprise titulaire s'engage à organiser ou à participer à une action en direction d'un groupe de 5 personnes minimum, en parcours d'insertion professionnelle, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pouvant se décliner de plusieurs manières :

- Visite d'entreprise
- Rencontre entreprise / demandeurs d'emplois dans les locaux de l'entreprise ou tout autre lieu dédié à l'action Organisation à mettre en place en collaboration avec les facilitateurs de clauses.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : communication préalable, supports de présentation, feuilles d'émargement...

2 ° Modalité : « Immersion en entreprise »

Cette action vise à accueillir un stagiaire, en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pour une période définie dans le cadre d'une convention de stage. La mise en place de l'immersion se fera soit :

- Par l'accueil d'un demandeur d'emploi jeunes ou adultes dans le cadre de Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) d'une durée de 35 heures ou 70 heures. Convention avec le Service Public de l'emploi
- Par l'accueil d'un public jeune étudiant, en lien avec un établissement universitaire ou assimilé local, dans le cadre d'une convention de stage

Les offres de stage seront obligatoirement communiquées à la structure facilitatrice.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : convention de stage et bilan du stage.

3° Modalité : « Atelier conseil- entretien ressource »

Cette action consiste, notamment, à accueillir individuellement un minimum de 2 personnes accompagnées dans un parcours d'insertion professionnelle (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, Mission locale, Structure d'Insertion par l'Activité Economique...), rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, et leur proposer :

- Une simulation d'entretien d'embauche
- Des conseils autour de la lettre de motivation et du CV
- Des conseils autour du projet professionnel
- De l'information sur le réseau professionnel de l'entreprise titulaire

Organisation à mettre en place en collaboration avec les facilitateurs de clauses.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : Compte rendu d'entretien et feuilles d'émargement.

4° Modalité : « Parrainage »

Cette action consiste à accueillir individuellement au minimum une personne, en parcours d'insertion professionnelle, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, et à l'accompagner dans ses démarches professionnelles sur une durée de 3 mois à raison de 2 entretiens par mois

Ce parrainage consistera notamment à :

- Confirmer un projet professionnel et ouvrir son réseau professionnel
- Découvrir les processus d'entreprises (organisation, activité, gestion)

Organisation à mettre en place en collaboration avec les facilitateurs de clauses.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : Livret de suivi, compte rendu d'entretien et feuilles d'émargement.

5° Modalité : « implication dans une action partenariale »

Cette action consiste à s'associer et à participer, pendant la durée du marché, à minima à une action partenariale en lien avec l'emploi et organisée par le Service Insertion Professionnelle au bénéfice d'un territoire ou d'un public particulier rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...).

Il peut s'agir par exemple :

- D'un forum pour l'emploi
- D'une course solidaire
- Toutes autres actions qui visent la rencontre entre chercheurs d'emploi / employeur

Organisation à mettre en place en collaboration avec les facilitateurs de clauses.
Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : support de communication, feuilles d'émargement...

6° Modalité : « agir pour plus de mixité dans les métiers »

Cette action consistera, selon le contexte de l'entreprise à :

- Augmenter la proportion des femmes en parcours de formation en alternance dans les métiers où elles sont sous représentées ou dans les métiers inhabituels pour les femmes.
- Proposer des stages aux jeunes femmes, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, dans les métiers où elles sont sous représentées ou dans les métiers inhabituels pour les femmes.
- Augmenter la proportion des hommes en parcours de formation en alternance dans les métiers où ils sont sous représentés ou dans les métiers inhabituels pour les hommes.
- Proposer des stages aux jeunes hommes, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, dans les métiers où ils sont sous représentés ou dans les métiers inhabituels pour les hommes.

Organisation à mettre en place en collaboration avec les facilitateurs de clauses. Etat des lieux à établir pour pouvoir mesurer la progression à N+1

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : contrat de professionnalisation, convention de stages...

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion professionnelle et des clauses sociales : Afin d'accompagner la mise en œuvre des clauses sociales, un dispositif, guichet unique du territoire du pays de Brest est mis en place et doit être sollicité :

Defis emploi pays de brest charge de mission « clause d'insertion »

1 rue louis pidoux - 29200 brest

Tél : 02.98.42.08.24

Courriels :

Christelle amberlin – cheffe de projet : c.amberlin@defisemploi.bzh

Magalie le corre – chargée de mission : m.lecorre@defisemploi.bzh

Tancrède chauviere – chargé de mission : t.chauviere@defisemploi.bzh

Les modalités de contrôle :

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de la ou des actions sociales pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande du facilitateur le titulaire fournit tous renseignements propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale. Il produit par exemple les justificatifs cités dans la liste des actions proposées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements et documents entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur désigné ci-dessus, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Sous-traitance :

En cas de sous-traitance l'entreprise attributaire, doit informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause sociale. Elle peut décider de demander au sous-traitant de réaliser cette action.